

PRODUITS PETROLIERS
RÉGIME D'EXONÉRATION DES TAXES
INTERIEURES DE CONSOMMATION POUR LES
PRODUITS ENERGETIQUES UTILISES POUR LA
PRODUCTION D'ELECTRICITE

BOD n°

du :

texte n° 08-

nature du texte : DA

du :

classement : J. 420

RP : Produits pétroliers

bureau : F2

nombre de pages :

diffusion : EXTERNE

NOR :

mots-clés : Exonération de TIC, production d'électricité

Date d'entrée en vigueur du texte : Immédiate

Date de caducité du texte :

Références :

- article 265, 265 B et 265 *bis* du code des douanes
- arrêté du 25 juin 2008
- NA n° 141 du 28 janvier 1998 : réforme de l'Etat - Décentralisation des décisions administratives individuelles
- NA n° 255 du 11 février 1998 : réforme de l'Etat - Décentralisation des décisions administratives individuelles

Textes modifiés - NA n° 1348 du 10 juillet 1998 : Contrôle des régimes fiscaux et douaniers privilégiés des produits pétroliers et du gaz naturel

La présente instruction a pour objet de définir le régime d'exonération des taxes intérieures de consommation pour les produits énergétiques utilisés pour la production d'électricité, suite à l'adoption en loi de finances rectificative pour 2007 du a) du 3 de l'article 265 *bis* du code des douanes, qui transpose en droit national les dispositions de la directive 2003/96/CE du Conseil du 27 octobre 2003, restructurant le cadre de taxation des produits énergétiques et de l'électricité.

Signé : L'Inspecteur des Finances,

Chargé de la sous-direction des droits indirects,

Henri HAVARD

SOMMAIRE

Introduction

I – CARACTERISTIQUES DU REGIME D'EXONERATION

A- Le régime d'exonération est un régime fiscal

B- Le régime d'exonération est indépendant du régime douanier

II – PRODUITS ET OPERATEURS CONCERNES

A- Les produits

B- Les opérateurs

1. Les fournisseurs
2. Les distributeurs
3. Les utilisateurs

III – MODALITES D'APPLICATION ET OBLIGATIONS DES OPERATEURS

A- Principes généraux régissant l'application du régime fiscal privilégié

B- Les obligations des fournisseurs

C- Les obligations des distributeurs

1. Obligations générales
2. Autres prescriptions

D- Les obligations des utilisateurs

1. Obligations générales
2. Autres prescriptions

E – Dispositions relatives au barémage des cuves

IV – REMBOURSEMENT DE LA TIC INDUMENT ACQUITTEE

A- Le principe de remboursement

B- La procédure de remboursement

1. Présentation de la demande
2. Instruction de la demande de remboursement

ANNEXES

Annexe I : arrêté du 25 juin 2008 pris pour l'application des dispositions du a) du 3 de l'article 265 *bis* du code des douanes relatif aux produits énergétiques, mentionnés à l'article 265 du même code, qui sont destinés à être utilisés pour la production d'électricité, et fixant les mesures auxquelles doivent se conformer pour les besoins du contrôle fiscal, les fournisseurs, les distributeurs et utilisateurs de ces produits

Annexe II : Modèle d'autorisation de réception, de stockage, de manipulation et de distribution des produits en exonération de TIC

Annexe III : Modèle d'autorisation d'utilisation des produits en exonération de TIC

Annexe IV : Modèle de déclaration trimestrielle d'activité (distributeur)

Annexe V : Tableau de synthèse

INTRODUCTION

[1] L'article 14 de la directive 2003/96/CE du Conseil du 27 octobre 2003 restructurant le cadre commun de taxation des produits énergétiques et de l'électricité, prévoit l'exonération des droits d'accises pour les produits énergétiques utilisés pour la production d'électricité.

Ce principe a été transposé en droit national au a) du 3 de l'article 265 *bis* du code des douanes. Les modalités d'application de ce régime d'exonération ont été exposées dans l'arrêté du 25 juin 2008 (annexe I).

[2] Les produits énergétiques taxables pour un usage carburant ou combustible, repris aux tableaux B et C de l'article 265 du code des douanes, sont exonérés de la taxe intérieure de consommation (TIC) lorsqu'ils sont utilisés pour la production d'électricité.

Ce régime d'exonération repose sur l'identification préalable, par l'administration, des distributeurs et des utilisateurs. A défaut, ceux-ci ne peuvent acquérir, détenir, utiliser et vendre les produits à des distributeurs ou des utilisateurs non identifiés. La délivrance de ces identifications est effectuée par les directions régionales des douanes territorialement compétentes au regard des lieux de stockage ou d'utilisation.

I – CARACTERISTIQUES DU REGIME D'EXONERATION

A – Le régime d'exonération est un régime fiscal

[3] Le régime d'exonération ne vise que les taxes intérieures de consommation sur les produits énergétiques. Par conséquent, les produits énergétiques admis au bénéfice de ce régime, demeurent assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

[4] Le champ d'application territorial de ce régime est le territoire métropolitain. Par conséquent, les autorisations administratives délivrées dans le cadre de ce régime ne sont valables que pour les usages autorisés en France métropolitaine. Les autorisations délivrées dans les autres Etats membres de l'Union européenne pour un régime similaire, ne peuvent en aucun cas trouver application en France.

Par conséquent, les produits mis à la consommation en France au titre de ce régime doivent impérativement recevoir l'usage autorisé par l'arrêté du 25 juin 2008, à savoir la production d'électricité sur le territoire national. A défaut, les produits doivent être rétrocédés à un entrepositaire agréé afin d'être réintégrés sous régime fiscal suspensif. Dans la mesure où l'exonération de TIC est conditionnée par l'usage autorisé des produits, ces derniers ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'expédition en exonération d'accise vers un autre Etat membre de l'Union européenne, sauf à ce que le produit acquitte la fiscalité de droit commun ou soit réintégré sous régime fiscal suspensif.

B. Le régime d'exonération est indépendant du régime douanier

[5] Le régime d'exonération est totalement indépendant du régime douanier des produits concernés, les règles en matière de droits de douane restant notamment fixées par le tarif des douanes.

Il en résulte que les produits énergétiques admis au bénéfice de ce régime et importés d'un pays tiers sont, en cas de mise à la consommation et sauf exemption, assujettis aux droits de douane.

II – PRODUITS ET OPERATEURS CONCERNES

A. Les produits

[6] Sont admis au bénéfice de ce régime d'exonération, les produits énergétiques figurant aux tableaux B et C de l'article 265 du code des douanes lorsqu'ils sont destinés à être utilisés pour la production d'électricité. Cette exonération ne s'applique pas aux produits énergétiques utilisés dans des installations de cogénération décrites à l'article 266 *quinquies* A du code des douanes.

L'exonération porte sur les consommations de produits énergétiques directement nécessaires au processus de production d'électricité, même lorsque ces consommations ne sont pas concomitantes d'une production effective d'électricité.

[7] Ainsi, les produits sont exonérés des TIC au titre de la production d'électricité :

- lorsqu'ils sont utilisés à la combustion pour le démarrage des centrales de production d'électricité, ou pour maintenir la capacité de production d'électricité. En effet, certaines centrales produisent de l'électricité périodiquement pour pouvoir répondre à un besoin de consommation ponctuel, ou pour assurer l'équilibre sur le réseau de transport d'électricité, ou sont périodiquement arrêtées. Des consommations de produits énergétiques sont nécessaires pour maintenir les installations de production en état (température, ralenti mécanique) de produire de l'électricité ;

- lorsqu'ils sont utilisés à la carburation dans des moteurs diesels stationnaires, ou dans des groupes électrogènes fixes ou mobiles, dédiés à la production d'électricité.

[8] En revanche, les produits énergétiques dont l'utilisation ne concourt pas directement au processus de production d'électricité (notamment le chauffage des locaux, les engins de transport de personnes ou de marchandises) ne bénéficient pas de l'exonération de TIC.

[9] Le pétrole lampant, le gazole, et par extension le white spirit, bénéficiant de ce régime d'exonération, n'ont pas l'obligation d'être tracés au moyen du marqueur fiscal commun, « le Solvent Yellow 124 » (disposition prévue par la directive 95/60/CE du Conseil du 27 novembre 1995 modifiée¹).

B. Les opérateurs

Le régime d'exonération distingue trois catégories d'opérateurs :

- les fournisseurs ;
- les distributeurs ;
- les utilisateurs.

1) Les fournisseurs

[10] Sont considérés comme « fournisseurs » au sens de l'article 5 de l'arrêté du 25 juin 2008, les opérateurs qui mettent les produits à la consommation en suite d'importation, à la sortie d'un régime suspensif de taxes (circulation, production ou stockage) ou qui les versent directement sur le marché intérieur en suite de circulation intracommunautaire en régime de droits acquittés.

Lorsque les fournisseurs reçoivent les produits en suspension de taxes d'un autre Etat membre de l'Union européenne, ils doivent obligatoirement disposer, préalablement à toute introduction des produits, du statut d'entrepôt agréé, d'opérateur enregistré ou d'opérateur non enregistré dans le domaine des huiles minérales.

¹ Directive 95/60/CE concernant le marquage fiscal du gazole et du pétrole lampant (JO L 291 du 6.12.1995, p. 46)

[11] Certains opérateurs peuvent être fournisseur et distributeur, ou bien fournisseur et utilisateur au sens de l'arrêté du 25 juin 2008 précité (ex : un fournisseur qui met à la consommation des produits, les stocke et les utilise en exonération sera considéré comme fournisseur et utilisateur).

De la même manière, un fournisseur qui met à la consommation des produits, les stocke en exonération en vue de les vendre à des utilisateurs finals est considéré comme fournisseur et distributeur.

Dans les cas exposés ci-dessus, l'opérateur devra respecter les obligations imposées aux fournisseurs des produits et les obligations mises à la charge de l'utilisateur ou/et du distributeur, selon le cas.

[12] Par ailleurs, contrairement aux distributeurs et utilisateurs, aucune autorisation administrative n'est exigible dans le cadre du présent régime, pour les fournisseurs.

2) Les distributeurs

[13] Sont considérés comme « distributeurs » au sens de l'article 6 de l'arrêté du 25 juin 2008, les personnes physiques ou morales identifiées par l'administration des douanes préalablement à toute opération relevant du régime d'exonération, comme habilitées à recevoir, manipuler, stocker les produits dans leurs établissements, et les vendre à d'autres distributeurs ou utilisateurs finals.

[14] Sont également considérés comme distributeurs, les opérateurs qui facturent et livrent ou font livrer, sans stockage préalable dans leurs installations, les produits à leur clients utilisateurs ou à d'autres distributeurs, à partir de l'établissement du fournisseur.

[15] Tous les magasins de distribution (petites, moyennes et grandes surfaces), les grossistes et autres magasins qui reçoivent et stockent les produits en vue d'une vente ultérieure à d'autres distributeurs ou aux utilisateurs finaux doivent, pour obtenir le statut de distributeur, être identifiés.

[16] Certains distributeurs peuvent être successivement considérés comme fournisseur, puis distributeur (cf. : paragraphe [11] ci-dessus), ou bien distributeur et utilisateur, lorsqu'ils utilisent pour leur propre usage les produits stockés en exonération dans leur établissement ou sur leur lieu d'activité. Dans ces cas, les distributeurs doivent respecter toutes les obligations imposées par l'arrêté du 25 juin 2008 pour les différents opérateurs et détenir, le cas échéant, les statuts de distributeur et d'utilisateur.

[17] Les distributeurs sont autorisés de droit à procéder à certaines manipulations des produits stockés en exonération. Sont notamment autorisés le conditionnement ou le reconditionnement des produits, l'ajout de produits chimiques ou autres (ex : colorants, parfums, anti-moisissures, lubrifiants, etc.).

Toutefois, les opérations autorisées dans ce cadre ne doivent pas pouvoir être assimilées à une fabrication d'huiles minérales pour lesquelles un taux de taxe est fixé aux tableaux B et C de l'article 265 du code des douanes. Une fabrication s'analyse a minima comme le changement de position tarifaire du produit.

[18] L'identification des distributeurs est accordée par le directeur des douanes dans le ressort duquel se situe son ou ses établissements de stockage ou son lieu d'activité en l'absence d'établissement de stockage, selon le modèle présenté en annexe II. Elle est valable cinq ans, renouvelable à l'initiative du distributeur, et désigne, pour chacun des établissements ou lieux d'activité, un bureau de douane de rattachement.

Il est rappelé que ces identifications sont délivrées à des fins fiscales et ne constituent en aucune façon une autorisation de stockage et de manipulation au regard de la réglementation environnementale. Il convient par conséquent de préciser sur les identifications délivrées, que le stockage et la manipulation des produits doivent être conformes à la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

[19] Les demandes d'identification comportent les indications suivantes :

- la raison sociale du distributeur (extrait K bis de moins de trois mois), la désignation et l'adresse du lieu de réception, de stockage et de manipulation des produits ;
- la position tarifaire des produits, et éventuellement leur dénomination commerciale ;
- les quantités annuelles de produits reçus, stockés et manipulés au cours du dernier exercice comptable clos ;
- la description des moyens de stockage (vrac ou conditionné, capacité des cuves, etc.) ;
- le cas échéant, la nature des manipulations envisagées ;
- les modes de distribution, les moyens de transport utilisés ;
- l'indication des fournisseurs appelés à livrer habituellement les produits considérés ;
- l'indication de livraisons directes du fournisseur aux clients du distributeur dans le cas où celui-ci n'envisage pas de stockage physique dans son établissement ;
- l'existence de certificat de jaugeage et de barémage, en cours de validité, pour les cuves et bacs d'une capacité supérieure à 1 500 litres ;
- en cas de manipulation des produits, le taux de pertes correspondant à ces manipulations.

L'instruction des demandes peut par ailleurs donner lieu à une enquête dans les établissements ou les lieux d'activité.

[20] Dans l'hypothèse de livraisons directes depuis l'établissement du fournisseur à l'utilisateur, sans stockage chez le distributeur, l'autorisation de réception et de stockage de ce distributeur devra comporter la mention « livraison directe » inscrite à la rubrique « description des moyens de stockage des produits » dans l'autorisation administrative délivrée par la direction régionale.

Chaque décision d'autorisation est établie en un original et au moins deux copies. L'original est adressé au distributeur. Il lui appartiendra d'en établir autant de photocopies qu'il est nécessaire pour permettre à ses fournisseurs (voire à d'autres distributeurs) de déclarer au bénéfice du régime d'exonération, les produits qui lui sont destinés.

[21] Si des éléments essentiels constitutifs de l'identification, tels que la raison sociale ou l'adresse du distributeur, la nature des produits ou des manipulations, sont susceptibles d'être modifiés au cours de la durée de validité de l'autorisation, le distributeur doit en informer la direction régionale des douanes territorialement compétente au minimum un mois avant la date de la modification.

L'actualisation de l'autorisation est délivrée par l'administration dans ce même délai d'un mois de façon à permettre à l'opérateur de continuer son activité, notamment auprès de son ou ses fournisseur(s).

Lors de la demande de renouvellement de l'identification, si aucun élément constitutif de l'identification précédente n'est modifié, une simple demande de l'opérateur certifiant que son activité demeure inchangée suffit pour délivrer une nouvelle autorisation sur la base des renseignements fournis lors de la précédente demande d'identification.

Si un ou plusieurs éléments constitutifs de l'identification du distributeur sont modifiés, l'opérateur fournit, en tant que de besoin, les renseignements et pièces justificatives correspondant à ces modifications, lesquelles sont indiquées dans la nouvelle autorisation.

3) Les utilisateurs

[22] A l'instar des distributeurs, les utilisateurs, au sens de l'article 8 de l'arrêté du 25 juin 2008, doivent impérativement être identifiés par l'administration des douanes, préalablement à toute réception et utilisation des produits en exonération. Ce régime d'exonération est subordonné à l'obtention de cette autorisation.

[23] Cette autorisation, valable cinq ans et renouvelable à l'initiative de l'utilisateur, est délivrée par le directeur régional des douanes du lieu de réception et d'utilisation des produits selon le modèle présenté en annexe III. Elle désigne pour chacun des lieux d'utilisation, un bureau de douanes de rattachement.

Il est rappelé que ces autorisations sont délivrées à des fins fiscales et ne constituent pas une autorisation d'emploi au regard de la réglementation environnementale. Il convient par conséquent de préciser sur les autorisations délivrées, que l'usage de ce produit doit être conforme à la réglementation en vigueur en cette matière.

[24] Les demandes d'identification comportent les indications suivantes :

- la raison sociale (extrait K bis de moins de trois mois) et l'adresse de l'utilisateur ;
- la position tarifaire des produits, et éventuellement leur dénomination commerciale ;
- la nature de l'utilisation des produits (carburant et/ou combustible) ;
- la description du processus de fabrication, y compris, le cas échéant, le taux de perte ;
- les quantités annuelles de produits utilisés au cours du dernier exercice comptable clos ;
- l'indication de l'endroit où la réception et l'utilisation des produits doivent avoir lieu ;
- la description des moyens de stockage des produits (vrac ou conditionné, capacité des cuves, etc.) ;
- l'indication des fournisseurs appelés à livrer habituellement les produits considérés ;
- le cas échéant, la nature des produits, des résidus ou des déchets obtenus ainsi que leur destination ;
- l'existence de certificat de jaugeage et de barémage, en cours de validité, pour les cuves et bacs d'une capacité supérieure à 1 500 litres.

Chaque décision d'autorisation est établie en un original et au moins deux copies. L'original est adressé au bénéficiaire. Il lui appartiendra d'en établir autant de photocopies qu'il est nécessaire pour permettre à ses fournisseurs (ou distributeurs au sens du présent régime) de déclarer au bénéfice du régime d'exonération, les produits qui lui sont destinés.

[25] Si des éléments essentiels constitutifs de l'identification, tels que la raison sociale ou l'adresse de l'utilisateur, la nature des produits ou leur utilisation, la destination des déchets éventuels, sont susceptibles d'être modifiés au cours de la durée de validité de l'autorisation, l'utilisateur doit en informer la direction régionale des douanes territorialement compétente au minimum un mois avant la date de la modification.

L'actualisation de l'autorisation est délivrée par l'administration dans ce même délai d'un mois de façon à permettre à l'opérateur de continuer son activité, notamment auprès de son ou ses distributeur(s).

Lors de la demande de renouvellement de l'autorisation, si aucun élément constitutif de l'identification précédente n'est modifié, une simple demande de l'opérateur certifiant que son activité demeure inchangée suffit pour délivrer une nouvelle autorisation sur la base des renseignements fournis lors de la demande de l'identification précédente.

Si un ou plusieurs éléments constitutifs de l'identification de l'utilisateur sont modifiés, l'opérateur fournit, en tant que de besoin, les renseignements et pièces justificatives correspondant à ces modifications, lesquelles sont indiquées dans la nouvelle autorisation.

III – MODALITES D'APPLICATION ET OBLIGATIONS DES OPERATEURS

A. Principes généraux régissant l'application du régime fiscal privilégié

[26] 1. L'exonération de la taxe intérieure de consommation prévue pour les produits énergétiques admis au bénéfice du régime fiscal privilégié, est appliquée lors de l'accomplissement des formalités fiscales, par les fournisseurs.

[27] Toutefois, lorsque ces produits énergétiques ont été soumis à la taxe intérieure de consommation lors de leur mise à la consommation ou de leur versement direct sur le marché national en suite de circulation intracommunautaire en régime de droits acquittés, il peut être procédé à titre exceptionnel à un remboursement de TIC dans les conditions fixées aux § 73 et 74.

2. Cession directe des produits énergétiques des fournisseurs aux distributeurs ou aux utilisateurs.

[28] Les produits ne peuvent être cédés aux distributeurs et aux utilisateurs, autorisés à les recevoir, que par les fournisseurs :

- qui les ont mis à la consommation lors de leur sortie des entrepôts fiscaux de production (usines exercées) ou de stockage, lors de leur réception directe en suspension de taxes en provenance d'un autre Etat membre de la Communauté européenne ou lors de leur importation directe ;
- ou qui les ont déclarés pour leur versement direct sur le marché intérieur en suite de circulation intracommunautaire en régime de droits acquittés.

3. Cession directe des produits énergétiques des distributeurs aux utilisateurs

[29] Les produits réceptionnés et stockés par les distributeurs autorisés par l'administration à effectuer cette réception et ce stockage en exonération de la taxe intérieure de consommation, ne peuvent être cédés qu'aux utilisateurs eux-mêmes autorisés à les recevoir et à les utiliser pour la production d'électricité.

4. Rétrocession éventuelle des produits énergétiques admis au bénéfice du régime fiscal privilégié

[30] S'il advient que des distributeurs autorisés à s'approvisionner en produits admis au bénéfice du régime fiscal privilégié ne peuvent trouver de clients autorisés, ils doivent soit les rétrocéder à un fournisseur possédant le statut d'entrepôt agréé pour une réintégration en entrepôt fiscal de production ou de stockage, soit les acheminer vers un autre établissement autorisé à recevoir et à stocker ces produits en vue d'une livraison ultérieure à des utilisateurs.

De même, s'il advient que les utilisateurs autorisés à utiliser les produits ne peuvent destiner les quantités reçues aux usages prévus, ils doivent soit les rétrocéder à un fournisseur possédant le statut d'entrepôt agréé pour une réintégration en entrepôt fiscal de production ou de stockage, soit à un distributeur autorisé à recevoir et à stocker ces produits dans un de ses établissements. Dans la mesure où ils ne possèdent pas le statut de distributeur, ils ne peuvent les céder à un autre utilisateur, même autorisé.

B. Les obligations des fournisseurs

Tout fournisseur qui met à la consommation ou qui verse directement sur le marché intérieur en suite de circulation intracommunautaire en régime de droits acquittés, les produits admis au bénéfice du présent régime, est soumis aux obligations suivantes :

[31] a) Déposer au bureau de douane d'accomplissement des formalités fiscales, avant toute opération de l'espèce, une copie ou photocopie de la décision d'autorisation concernant le distributeur ou l'utilisateur auquel les produits sont destinés. Si de telles opérations sont effectuées, pour un même utilisateur ou distributeur, auprès de plusieurs bureaux de douane, une photocopie de la décision d'autorisation doit être déposée auprès de chacun des bureaux. Le défaut d'accomplissement de cette formalité interdit l'octroi du régime d'exonération.

Le service des douanes conserve les photocopies des différentes autorisations de l'espèce, qui lui permettent de recevoir les déclarations successives de produits énergétiques admis au régime fiscal privilégié et destinés aux distributeurs ou utilisateurs visés dans ces décisions. Il examine la date de validité des autorisations.

[32] b) Indiquer, sur chaque déclaration en douane de ces produits (DAU, DSP, DAT), la désignation et l'adresse de l'établissement du distributeur ou de l'utilisateur autorisé à les recevoir, ainsi que le lieu et l'adresse de réception et de stockage ou d'utilisation des produits, complétés par la référence à la décision d'autorisation correspondante et par l'indication du service des douanes de rattachement figurant sur cette décision.

[33] En cas de livraison directe de produits du fournisseur aux clients autorisés du distributeur, sans stockage physique dans les établissements de ce dernier, le fournisseur établit les déclarations de mise à la consommation ou de versement sur le marché intérieur conformément au paragraphe ci-dessus, en précisant toutefois l'adresse du lieu de livraison (l'utilisateur) en complément de celle de l'acquéreur (le distributeur).

[34] c) S'engager à livrer ces produits aux distributeurs ou aux utilisateurs désignés dans les déclarations.

[35] d) Tenir à la disposition du bureau de douane d'accomplissement des formalités fiscales un relevé mensuel des livraisons de produits, par distributeur ou par utilisateur. Ce relevé doit comporter l'espèce des produits déclarés et leur dénomination commerciale, leur quantité (en volume ou en poids selon l'assiette retenue pour leur imposition en régime normal²), la désignation des établissements destinataires des utilisateurs ou des distributeurs.

Ces relevés mensuels doivent être détenus et présentés à première réquisition de l'administration des douanes. Ils sont conservés pendant une durée de trois ans.

[36] e) Faire figurer pour chaque livraison de produits aux distributeurs ou aux utilisateurs, sur les factures ou documents en tenant lieu, les contrats de vente éventuels, et sur les emballages des produits conditionnés (en caractères apparents et de couleur distinctive), la mention suivante : "Attention - Produits énergétiques aux usages réglementés (arrêté ministériel du 25 juin 2008)."

C. Les obligations des distributeurs

[37] Un distributeur ne peut recevoir, stocker ou manipuler les produits en exonération de TIC que dans les établissements de stockage ou lieux d'activité désignés dans la décision administrative, pour une revente ultérieure sur le marché national à des utilisateurs finaux ou à d'autres distributeurs.

1. Obligations générales :

Tout distributeur doit :

[38] a) tenir, par établissement de stockage ou lieu d'activité, une comptabilité des produits (en volume ou en poids selon l'assiette retenue pour leur imposition en régime normal²) qui fasse apparaître, jour après jour :

- les quantités reçues (par espèce tarifaire et dénomination commerciale, et par fournisseur) ;
- les quantités livrées à d'autres distributeurs ou aux utilisateurs finals (par espèce tarifaire et dénomination commerciale) ;
- le cas échéant, les quantités rétrocédées à un entrepositaire agréé (par espèce tarifaire et dénomination commerciale, et par entrepositaire agréé) ;
- les quantités en stock.

Cette comptabilité doit comprendre les documents justifiant toutes les quantités reçues, livrées ou rétrocédées, et donner lieu à un arrêté à la fin de chaque trimestre.

[39] En cas de livraisons directes de produits depuis l'établissement du fournisseur aux clients autorisés du distributeur, sans stockage physique chez ce dernier, celui-ci doit reprendre dans sa comptabilité matières les quantités correspondant à ces livraisons directes, et les faire apparaître en tant que telles (mention « livraison directe ») aux rubriques « quantités reçues du fournisseur ou du distributeur » et « quantités livrées aux utilisateurs ou à d'autres distributeurs » sur les déclarations trimestrielles d'activité déposées auprès du bureau de douane de rattachement (paragraphe b) ci-dessous).

[40] Lorsqu'un distributeur possède plusieurs lieux de stockage ou d'activité, la tenue centralisée de la comptabilité est autorisée à condition que la comptabilité matières de chaque établissement ou lieu d'activité soit reprise de façon spécifique. Il n'est donc pas exigé que cette comptabilité soit établie sur le lieu même du stockage ou de l'activité autorisée. Elle doit toutefois pouvoir être rapidement consultée ou mise à la disposition des services douaniers lors de tout contrôle.

[41] Lorsque les produits sont vendus au volume, il n'est pas exigé qu'il soit fait référence dans la comptabilité au volume à 15°C. Les distributeurs conservent néanmoins la possibilité de tenir une comptabilité matières à 15°C pour obtenir une plus grande rigueur comptable et faciliter l'explication des éventuels déficits.

²A l'exception de celle du fioul lourd, l'assiette de tous les produits du tableau B de l'article 265 du code des douanes taxables à la taxe intérieure de consommation s'exprime en volume.

[42] b) adresser, avant le 10 du mois suivant la fin d'un trimestre, au bureau de douanes de rattachement de chaque lieu d'activité ou de chaque établissement de stockage, une déclaration d'activité (selon le modèle repris en annexe IV) relative aux opérations du trimestre précédant, indiquant, par produit (espèce tarifaire) :

- les quantités reçues durant le trimestre par fournisseur ou par distributeur ;
- les quantités livrées aux utilisateurs finals ou à d'autres distributeurs durant le trimestre ;
- les quantités rétrocédées au cours du trimestre ;
- la situation du stock comptable en fin de trimestre.

[43] Les factures ou bons de livraison des fournisseurs ne sont pas joints à la déclaration trimestrielle d'activité, mais doivent être tenus à la disposition de l'administration, afin de justifier les quantités de produits reçues dans l'établissement.

[44] c) établir, pour chaque vente ou livraison de produits, une facture ou document en tenant lieu, précisant la nature et la quantité du produit livré, la date de vente ou de livraison ainsi que la désignation et l'adresse de l'établissement du distributeur ou de l'utilisateur autorisés à recevoir le produit, complétée par la référence à la décision d'autorisation correspondante.

[45] d) faire figurer sur ces factures et documents, les contrats de vente éventuels et sur les emballages des produits conditionnés (en caractère apparent et de couleur distinctive), la mention suivante : "Attention - Produits énergétiques aux usages réglementés (arrêté ministériel du 25 juin 2008)."

[46] e) utiliser dans son établissement pour le stockage des produits en exonération, des bacs, citernes ou réservoirs jaugés et munis de leur barème de jauge lorsque leur capacité est supérieure à 1500 litres. Il n'est pas exigé que le barèmage ait été effectué par le service des instruments de mesure ou un organisme agréé. Le barème de jauge existant (généralement fourni par le constructeur) doit permettre un mesurage correct des produits.

[47] Le stockage en conditionné (fûts, bidons et emballages analogues) de produits énergétiques reçus au bénéfice du régime d'exonération, doit faire l'objet d'un entreposage spécifique au sein de l'établissement.

Les produits reçus au bénéfice du régime d'exonération ne peuvent être stockés en mélange avec des produits similaires acquis en régime de droits acquittés.

[48] g) donner aux produits les destinations autorisées dans le cadre du présent régime, c'est-à-dire les vendre ou les rétrocéder à un distributeur autorisé ou les vendre à un utilisateur autorisé. A défaut, le distributeur doit obligatoirement rétrocéder ces produits à un entrepositaire agréé (généralement son fournisseur) en vue de leur réintégration sous un régime fiscal suspensif.

[49] h) informer le bureau de rattachement de la fermeture de l'établissement concerné, de la cessation de l'activité de distribution pour un usage exonéré de cet établissement ou du lieu d'activité, ou des modifications apportées à ses installations de stockage et, d'une manière générale, à l'agencement des appareils et installations de l'établissement servant à la réception, au stockage, à la manipulation et à la distribution de ces produits.

[50] En cas de fermeture d'un établissement ou de cessation d'activité, le distributeur doit en informer l'administration au moins un mois avant la date de l'événement. Il doit donner aux produits énergétiques en stock, dans le délai prescrit par le service des douanes, l'une des destinations autorisées par le présent régime et précisées ci-dessus.

2. Autres prescriptions

a) Taux de perte

[51] Un taux de perte peut être fixé dans l'autorisation du distributeur, notamment en cas de manipulation des produits. Dans ce cas, l'opérateur doit fournir tous justificatifs utiles pour la détermination du taux de perte qui sera retenu par la direction régionale compétente.

b) Détention de produits à usage taxable (combustible ou carburant)

[52] Outre la détention et la distribution de carburants en acquitté, les distributeurs peuvent également détenir et vendre du combustible liquide pour poêles mobiles de chauffage, du pétrole lampant ou du white spirit à usage combustible. Dans ce dernier cas, ces produits à usage combustible ne peuvent en aucune façon être mélangés au pétrole lampant ou au white spirit à usage exonéré.

[53] En effet, les produits à usage combustible sont obligatoirement tracés au moyen du traceur européen (solvent yellow 124) conformément à l'arrêté du 18 juillet 2002 modifié (DA n° 02-064 du 2 août 2002 parue au BOD n°6560 du 26 août 2002 modifié). Il résulte de ces dispositions que les distributeurs ne peuvent en aucun cas vendre les produits initialement déclarés à un usage exonéré à un utilisateur non autorisé, même en acquittant la TIC correspondant à l'usage combustible.

De même, dans la mesure où le traceur européen doit obligatoirement être incorporé sous régime fiscal suspensif, c'est-à-dire en entrepôt fiscal de production ou de stockage, un distributeur ne peut procéder dans ses installations au traçage des produits précités. Si ce distributeur possède par ailleurs le statut d'entrepôt agréé, il ne peut effectuer ce traçage qu'au sein d'un entrepôt fiscal.

[54] c) Par ailleurs, la vente de produits relevant du présent régime au moyen d'appareils automatiques de distribution, est strictement interdite.

[55] d) Traitement des déchets résultant des manipulations ou du stockage des produits

Le distributeur, en tant que « producteur » des déchets, doit établir, en plus du bordereau de suivi des déchets industriels (BSDI), une déclaration fiscale d'accompagnement des déchets (DFA) lors du transfert de ces produits vers leur lieu de traitement ou d'élimination. Il remplit la case A de la DFA et conserve dans sa comptabilité l'exemplaire n°1. Ce document est établi sous la responsabilité du producteur. Le transporteur-collecteur sert la case B de la DFA et conserve l'exemplaire n° 2. Lorsque le producteur des déchets est également le transporteur, il remplit les cases A et B. Les feuillets n° 3, 4, 5 et 6 accompagnent les déchets lors de leur transport. Le destinataire remplit la case D et retourne au producteur l'exemplaire n° 3 annoté que celui-ci devra conserver dans sa comptabilité (cf. règlement particulier de février 1998 - Les produits pétroliers – Chapitre VIII, Section 8 : le régime fiscal des déchets et résidus d'hydrocarbures).

[56] Dans la mesure où les produits générateurs de ces déchets ont été exonérés de TIC, la combustion des déchets est taxable au taux de TIC correspondant au produit énergétique équivalent. Il convient de préciser que, sauf autorisation spéciale de la DRIRE territorialement compétente, la seule destination autorisée pour ces déchets d'huiles est l'incinération dans un établissement classé à la rubrique 167 C de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

D. Les obligations des utilisateurs

Tout utilisateur des produits ne peut les recevoir et les utiliser que dans l'établissement désigné dans la décision administrative d'autorisation.

1. Obligations générales

Tout utilisateur doit :

[57] a) utiliser les produits ou leur donner une destination autorisée dans le cadre du présent régime, c'est-à-dire rétrocéder ces produits à son fournisseur ou distributeur, ou les vendre à un distributeur autorisé. A défaut, l'utilisateur doit obligatoirement rétrocéder ces produits à un entrepositaire agréé en vue de leur réintégration sous régime fiscal suspensif.

[58] b) justifier l'emploi des quantités reçues et notamment tenir les éléments de comptabilité matières hebdomadaire faisant apparaître, par espèce de produit :

- le stock initial ;
- les quantités reçues ;
- les quantités utilisées à des fins de production d'électricité ;
- les quantités éventuellement rétrocédées ainsi que les coordonnées du repreneur ;
- le stock final.

Ces éléments de comptabilité ne sont pas assujettis à une forme particulière, mais doivent s'appuyer sur des fiches de fabrication, carnets d'emploi et autres pièces justificatives.

[59] Lorsque les produits sont vendus au volume, il n'est pas exigé que la comptabilité matières soit tenue à 15°C. Les utilisateurs conservent néanmoins la possibilité de tenir une comptabilité matières à 15°C pour obtenir une plus grande rigueur comptable et faciliter l'explication d'éventuels manquants par rapport à l'utilisation des produits.

[60] c) conserver durant trois ans les documents, notamment les factures, relatifs aux quantités des produits reçus ou éventuellement vendus ou rétrocédés.

[61] d) tenir informée l'administration de l'ouverture ou de la fermeture d'un établissement de réception et d'utilisation des produits exonérés.

[62] En cas de fermeture de l'établissement ou de cessation de l'activité relevant du présent régime, l'utilisateur doit en informer l'administration au moins un mois avant la date de l'événement. Il doit donner aux produits en stock, dans le délai prescrit par le service des douanes, l'une des destinations énoncées au a) ci-dessus.

[63] f) utiliser dans son établissement de stockage pour l'entreposage des produits en exonération, des bacs, citernes ou réservoirs jaugés et munis de leur barème de jauge lorsque leur capacité est supérieure à 1500 litres. Il n'est pas exigé que le barèmage ait été effectué par le service des instruments de mesure ou un organisme agréé. Le barème de jauge existant (généralement fourni par le constructeur) doit permettre un mesurage correct des produits.

[64] Le stockage en conditionné (fûts, bidons et emballages analogues) de produits énergétiques reçus au bénéfice du régime d'exonération, doit faire l'objet d'un entreposage spécifique au sein de l'établissement.

Les produits reçus au bénéfice du régime d'exonération ne peuvent être stockés en mélange avec des produits similaires acquis en régime de droits acquittés.

2. Autres prescriptions

a) Taux de perte

[65] Un taux de perte peut être fixé dans l'autorisation de l'utilisateur. Dans ce cas, l'utilisateur doit fournir tous justificatifs utiles (fiche de fabrication notamment) pour permettre à la direction régionale compétente de le fixer.

b) Traitement des produits et des déchets obtenus après utilisation des produits

[66] Il peut résulter de l'utilisation des produits l'obtention, soit d'huiles minérales (selon les critères de classification du tarif des douanes), soit de déchets d'huiles. Dans tous les cas, dans la mesure où le produit générateur utilisé était exonéré de TIC, l'utilisation des produits ainsi obtenus à la carburation ou à la combustion, dans des conditions n'ouvrant pas droit à une exonération, est taxable.

[67] b. 1 - Les produits résiduels sont des huiles minérales.

Si les produits résiduels sont des huiles minérales figurant au tableau B et C de l'article 265 du code des douanes, ils peuvent être :

- soit réutilisés en exonération de TIC sous le couvert de l'autorisation délivrée à l'utilisateur ;

- soit soumis à taxation selon leur usage, sous réserve que ces huiles minérales possèdent les normes douanières, fiscales et administratives leur permettant un usage carburant ou combustible. Si tel n'est pas le cas, elles doivent être spécifiquement autorisées par la DIRE compétente pour une utilisation comme combustible.

- soit rétrocédés à un entrepositaire agréé afin d'être réintégrés sous sujétion douanière (entrepôt fiscal de stockage, de production ou de valorisation). Les déclarations d'entrée dans ces établissements sous régime fiscal suspensif doivent préciser qu'il s'agit de produits repris à un utilisateur bénéficiant du régime d'exonération. Elles doivent par ailleurs mentionner :

- le nom et l'adresse de l'utilisateur et de l'établissement d'où ces produits proviennent ;
- la référence à la décision d'autorisation concernant l'utilisateur et cet établissement ;
- le nom du bureau de douane de rattachement figurant dans cette décision.

Cette déclaration est accompagnée d'un exemplaire supplémentaire destiné à être adressé par le bureau contrôlant l'entrepôt fiscal de stockage, de production ou de valorisation, au bureau de rattachement de l'utilisateur qui a rétrocédé les produits.

- soit exportés vers un pays tiers à l'Union européenne. Les formalités d'exportation doivent être effectuées au bureau de douane de rattachement, sauf décision du chef de service du bureau autorisant l'utilisateur à procéder aux formalités d'exportation dans un autre bureau de douane.

[68] b. 2 - Les produits résiduels sont des déchets d'huiles (selon les critères de classification du tarif des douanes).

Si les produits résiduels sont des déchets d'huiles, l'utilisateur, en tant que « producteur » de ces déchets, doit établir, en plus du bordereau de suivi des déchets industriels (BSDI), une déclaration fiscale d'accompagnement des déchets (DFA) lors du transfert de ces produits vers leur lieu de traitement ou d'élimination. Il remplit la case A de la DFA et conserve dans sa comptabilité l'exemplaire n°1. Ce document est établi sous la responsabilité du producteur. Le transporteur-collecteur sert la case B de la DFA et conserve l'exemplaire n° 2. Lorsque le producteur des déchets est également le transporteur, il remplit les cases A et B. Les feuillets n° 3, 4, 5 et 6 accompagnent les déchets lors de leur transport. Le destinataire remplit la case D et retourne au producteur l'exemplaire n° 3 annoté, que celui-ci devra conserver dans sa comptabilité (cf. règlement particulier de février 1998 - Les produits pétroliers – Chapitre VIII, Section 8 : le régime fiscal des déchets et résidus d'hydrocarbures).

[69] Dans la mesure où les produits générateurs de ces déchets ont été exonérés de TIC, la combustion des déchets est taxable au taux de TIC correspondant au produit énergétique équivalent. Il convient de préciser que, sauf autorisation spéciale d'une DIRE, la seule destination autorisée pour ces déchets d'huiles est l'incinération dans un établissement classé à la rubrique 167 C de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

[70] E – Dispositions relatives au barémage des cuves

Conformément à l'article 10 de l'arrêté du 25 juin 2008, les établissements dont les capacités de stockage sont supérieures à 1500 litres sont soumis aux obligations métrologiques définies ci-après :

1- barème DIRE (ou organisme de jaugeage agréé, « OJA »), associé à la tenue d'une comptabilité-matières à 15°C pour des cuves contenant du gazole et des essences aux normes douanières, fiscales et administratives, et dont la capacité est supérieure à 30m³ ;

2- barème constructeur d'une durée inférieure à 30 ans ou, à défaut, barème dit "simplifié", associé à la tenue d'une comptabilité-matières à température ambiante pour des cuves :

a) contenant du gazole et des essences aux normes douanières, fiscales et administratives, et inférieures ou égales à 30m³ ;

b) contenant toute huile minérale taxable inscrite au tableau B et C de l'article 265 du code des douanes autre que du gazole et des essences, quelle que soit la capacité de ces cuves.

La procédure de barémage dit "simplifié", est effectuée par un OJA (dont la liste est disponible sur le site internet www.drire.gouv.fr) selon les modalités suivantes :

- dispense d'approbation préalable des plans des réservoirs par le Laboratoire national d'essais (LNE), et d'examen technico-administratif ;
- aménagement d'un puits de jauge ou d'un orifice de pige d'un diamètre minimum de 60 millimètres, permettant un mesurage manuel effectué par les services des douanes, sans qu'il soit nécessaire de créer un système de repérage interne (tube de référence). Cet orifice de pige est placé au centre de gravité du réservoir. Il est aménagé autant d'orifices de pige que de compartiments présents au sein du réservoir de stockage ;
- installation d'un guide de jaugeage et d'une plaque de touche. S'agissant des réservoirs verticaux, le guide de jaugeage peut être remplacé par un entonnoir solidaire de la plaque de touche ;
- utilisation d'une règle millimétrée ou d'un "sabre" au moyen duquel est effectué le mesurage des niveaux ;
- établissement d'une table de conversion qui associe pour toute hauteur, mesurée tous les millimètres, un volume exprimé en litres ;
- délivrance par l'OJA d'un barémage centimétrique comportant un descriptif de la capacité de stockage, la méthode de barémage utilisée, la hauteur totale témoin du bac, le nombre de compartiments le cas échéant, la validité décennale du certificat, la référence de la certification de l'OJA délivrée par la DRIRE, le cachet ainsi que la signature manuscrite du technicien de l'OJA, la date de délivrance du certificat, et en annexe la table de conversion susmentionnée ;
- apposition par l'OJA, sur le réservoir de stockage, d'une plaque de jauge mentionnant la hauteur totale témoin.

En raison d'une inclinaison trop importante du réservoir, de son instabilité, de sa déformation ou de l'aspect général des fonds incompatibles avec les règles métrologiques précitées, l'OJA peut refuser d'effectuer un barémage dit "simplifié".

Par ailleurs, les volumes fournis par les systèmes de mesurage automatiques internes ayant fait l'objet d'un agrément par le bureau F2 de l'administration centrale des douanes et droits indirects, pourront être considérés comme valides par les services des douanes à l'occasion de leurs contrôles dans ces dépôts.

[71] Dans certains cas particuliers, une dérogation relative aux règles de barémage énoncées ci-dessus peut être accordée à un opérateur. Ce type de décision demeure exceptionnel et relève du bureau F2, auquel les demandes dérogatoires doivent être adressées. La demande ne peut concerner que les cuves destinées à stocker des produits énergétiques de type fioul lourd exclusivement, dont l'enjeu fiscal est moins élevé que celui des autres produits énergétiques.

L'opérateur souhaitant obtenir une dérogation doit, d'une part, fournir à l'appui de son dossier tous les éléments justifiant l'intérêt de sa demande (notamment le montant global de l'investissement nécessaire au barémage de sa cuve étayé de pièces justificatives telles que le devis) et, d'autre part, proposer une solution alternative permettant aux services douaniers, lors d'un contrôle physique, d'effectuer un jaugeage fiable du fioul lourd stocké dans la cuve.

VII – REMBOURSEMENT DE LA TIC INDUMENT ACQUITTEE

A. Le principe de remboursement

[72] Il peut arriver que, par omission ou par erreur, des produits énergétiques admissibles au bénéfice du régime d'exonération de TIC en vertu de décisions autorisant les destinataires (utilisateurs ou distributeurs) à les recevoir, soient déclarés pour la consommation ou pour leur versement sur le marché intérieur, sans précision quant à leur destination privilégiée et qu'ils soient, de ce fait, soumis à la TIC.

A titre dérogatoire, la TIC - à l'exclusion de tout autre droit ou taxe - pourra être restituée si les deux conditions suivantes sont remplies :

- la déclaration de mise à la consommation ou de versement sur le marché intérieur des produits énergétiques en cause est déterminée avec exactitude ;
- l'identification du destinataire (distributeur ou utilisateur) permet de vérifier qu'il était autorisé à recevoir les produits en exonération.

B. La procédure de remboursement

1. Présentation de la demande

La restitution éventuelle de la TIC est subordonnée à la présentation, par le destinataire final qui a supporté la taxe en application de l'article 352 bis du code des douanes, d'une demande en ce sens auprès du chef de service du bureau de douane dont il dépend territorialement.

[73] Cette demande doit contenir notamment :

- l'exposé des circonstances de l'affaire ;
- les éléments permettant de rattacher les produits en cause à leur déclaration de mise à la consommation ou du versement sur le marché intérieur ;
- l'indication de l'établissement destinataire.
- la photocopie de la décision administrative de la direction régionale compétente autorisant la réception dans cet établissement, des produits énergétiques de l'espèce au bénéfice du régime d'exonération.

[74] A cette demande doivent être joints :

- une copie ou photocopie de la facture de vente des produits ;
- au cas où la TIC aurait été répercutée par le fournisseur sur le distributeur ou l'utilisateur, une attestation dans laquelle le fournisseur précise, d'une part, le montant de la TIC acquittée sur les produits énergétiques lors de leurs mises à la consommation et, d'autre part, que cette TIC a été refacturée au distributeur ou à l'utilisateur.

2. Instruction de la demande de remboursement

[75] Les directeurs régionaux territorialement compétents sont habilités à décider des suites à réserver à ces demandes transmises par le service après enquête.

Lorsque le remboursement est accordé, la direction régionale saisie procède à la validation du dossier, le remboursement étant effectué par la recette régionale.

Une copie de la décision prise est adressée au bureau de douane dans lequel la mise à la consommation initiale a été effectuée (bureau de rattachement dont dépend le fournisseur s'il n'est pas l'opérateur qui effectue la demande de remboursement).

En cas de décision favorable, un certificat d'exonération modèle 272 est délivré. Le remboursement peut également être opéré selon la procédure comptable de droit commun.

ANNEXE I

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère du Budget,
des Comptes publics
et de la Fonction publique

NOR : BCFD 0816706 A

Arrêté du 25 juin 2008

pris pour l'application des dispositions du a) du 3 de l'article 265 bis du code des douanes relatif aux produits énergétiques, mentionnés à l'article 265 du même code, qui sont destinés à être utilisés pour la production d'électricité, et fixant les mesures auxquelles doivent se conformer pour les besoins du contrôle fiscal, les fournisseurs, les distributeurs et utilisateurs de ces produits

Le ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique ;

Vu la directive 2003/96/CE du 27 octobre 2003 restructurant le cadre communautaire de taxation des produits énergétiques et de l'électricité ;

Vu le code des douanes, notamment les articles 265, 265 B et 265 bis ;

Arrête :

Article 1^{er}

Les produits énergétiques mentionnés à l'article 265 du code des douanes et utilisés pour produire de l'électricité sont exonérés des taxes intérieures de consommation.

Cette exonération ne s'applique pas aux produits énergétiques utilisés dans des installations de cogénération décrites à l'article 266 quinquies A du code des douanes.

Article 2

La production de l'électricité, au sens du a) du 3 de l'article 265 bis du code des douanes, s'entend des activités de fabrication de l'énergie électrique à l'aide de produits énergétiques, notamment par combustion ou par carburation.

Article 3

Les produits énergétiques utilisés pour le démarrage des centrales de production d'électricité, et pour le maintien des capacités de production d'électricité, sont également exonérés des taxes intérieures de consommation au titre de la production d'électricité. Toute autre activité ne concourant pas directement à la production d'électricité ne peut bénéficier de cette exonération.

CHAPITRE 1^{ER} **PRINCIPES**

Article 4

Les opérateurs qui souhaitent recevoir, détenir, expédier ou utiliser des produits énergétiques destinés à produire de l'électricité, en exonération des taxes intérieures de consommation mentionnées à l'article 265 du code des douanes, s'identifient au préalable auprès de l'administration des douanes. L'identification est accordée pour une durée de cinq ans.

Les opérateurs identifiés adressent à leurs fournisseurs, avant la première livraison intervenant dans le délai de cinq ans, une copie ou photocopie de leur identification, certifiant que les produits énergétiques sont destinés à l'usage exonéré prévu au précédent alinéa.

Tout opérateur identifié tient, par établissement de stockage ou lieu d'activité, une comptabilité des produits énergétiques comprenant les documents justifiant toutes les quantités reçues, livrées ou utilisées.

CHAPITRE II **OBLIGATIONS DES FOURNISSEURS**

Article 5

Tout fournisseur qui déclare à la consommation les produits énergétiques destinés à être utilisés au cas prévu au a) du 3 de l'article 265 bis du code des douanes, en vue de leur livraison à des distributeurs ou des utilisateurs, doit :

- a) transmettre au bureau de douane d'accomplissement des formalités fiscales une copie ou photocopie de la décision d'identification concernant les nouveaux distributeurs ou utilisateurs auxquels ils sont destinés ;
- b) indiquer, sur chaque déclaration de ces produits énergétiques, la désignation et l'adresse de l'établissement du distributeur ou de l'utilisateur identifié, ainsi que le lieu et l'adresse de réception et de stockage ou d'utilisation des produits énergétiques, complétés par la référence à la décision d'identification correspondante et par l'indication du service des douanes de rattachement figurant sur cette décision ;

c) tenir à la disposition du bureau de douane d'accomplissement des formalités fiscales un relevé mensuel des livraisons de produits énergétiques, par distributeur ou par utilisateur ;

e) faire figurer, pour chaque livraison de produits énergétiques aux distributeurs ou aux utilisateurs, sur les factures ou documents en tenant lieu, ainsi que sur les contrats de vente éventuels, la mention suivante : "Attention – Produits énergétiques aux usages réglementés (Arrêté du 25 juin 2008)" ;

f) lorsque les produits sont conditionnés, apposer sur les contenants, en caractères apparents et de couleur distinctive, la mention suivante : "Attention - Produits énergétiques aux usages réglementés (Arrêté du 25 juin 2008)."

CHAPITRE III OBLIGATIONS DES DISTRIBUTEURS

Article 6

Tout distributeur adresse sa demande d'identification au directeur régional des douanes dans le ressort duquel se situe son ou ses établissements de stockage, ou son lieu d'activité principal en l'absence d'établissement de stockage. Cette identification, valable cinq ans, désigne, pour chacun des établissements ou lieux d'activité, un bureau de douane de rattachement. A l'issue du délai de cinq ans, cette identification est renouvelable à l'initiative du distributeur.

Les demandes d'identification comportent les indications suivantes :

- la raison sociale du distributeur (extrait K bis), la désignation et l'adresse du lieu de réception, de stockage et de manipulation des produits ;
- la position tarifaire des produits énergétiques, et éventuellement leur dénomination commerciale ;
- un état estimatif des quantités annuelles de produits énergétiques à recevoir, stocker et manipuler ;
- la description des moyens de stockage des produits énergétiques ;
- le cas échéant, la nature des manipulations envisagées ;
- les modes de distribution, les moyens de transport utilisés ;
- l'indication des fournisseurs appelés à livrer habituellement les produits considérés.

En cas de fermeture d'un établissement ou de cessation d'activité, lorsqu'un distributeur ne peut pas donner aux produits énergétiques les destinations autorisées dans le cadre du présent régime, il doit rétrocéder les produits énergétiques à un entrepositaire agréé en vue de leur réintégration sous un régime fiscal suspensif.

Tout distributeur qui modifie ou qui cesse son activité est tenu d'en informer l'administration.

Article 7

Tout distributeur :

a) tient, par établissement de stockage ou lieu d'activité, une comptabilité des produits énergétiques qui fasse apparaître au quotidien :

- les quantités reçues ;
- les quantités livrées à d'autres distributeurs ou aux utilisateurs finals ;
- le cas échéant, les quantités rétrocédées à un entrepositaire agréé ;
- les quantités en stocks.

Cette comptabilité comprend les documents justifiant toutes les quantités reçues, livrées ou rétrocédées, et donne lieu à un arrêté à la fin de chaque trimestre ;

b) adresse, avant le 10 du mois suivant la fin d'un trimestre, au bureau des douanes de rattachement de chaque lieu d'activité ou de chaque établissement de stockage, une déclaration d'activité relative aux opérations du trimestre précédent, indiquant, par produit énergétique, les quantités reçues, livrées ou rétrocédées ainsi que la situation du stock ;

c) établit, pour chaque vente ou livraison de produits énergétiques, une facture ou document en tenant lieu, précisant notamment la désignation et l'adresse de l'établissement du distributeur ou de l'utilisateur autorisés à recevoir le produit énergétique, complétées par la référence à la décision d'identification correspondante. Le distributeur fait figurer sur ces factures et documents, ainsi que sur les contrats de vente éventuels, la mention suivante : "Attention - Produits énergétiques aux usages réglementés (Arrêté du 25 juin 2008)" ;

d) appose sur les contenants des produits, en caractères apparents et de couleur distinctive, la mention suivante : "Attention - Produits énergétiques aux usages réglementés (Arrêté du 25 juin 2008)."

CHAPITRE IV

OBLIGATIONS DES UTILISATEURS

Article 8

Les utilisateurs sont identifiés par le directeur régional des douanes territorialement compétent pour recevoir et utiliser, à l'usage prévu au a) du 3 de l'article 265 bis du code des douanes, les produits énergétiques. Cette identification, valable cinq ans, désigne, pour chacun des lieux d'utilisation des produits énergétiques, un bureau de douane de rattachement. A l'issue du délai de cinq ans, cette identification est renouvelable à l'initiative de l'utilisateur.

Les demandes d'identification comportent les indications suivantes :

- la raison sociale (extrait K bis pour une personne morale) et l'adresse de l'utilisateur ;
- la position tarifaire des produits énergétiques, et éventuellement leur dénomination commerciale ;
- la nature de l'utilisation envisagée ;
- la description du processus de fabrication, y compris, le cas échéant, le taux de perte ;
- les quantités annuelles de produits énergétiques qu'il est prévu d'utiliser ;
- l'indication de l'endroit où la réception et l'utilisation des produits énergétiques doivent avoir lieu ;
- la description des moyens de stockage des produits énergétiques ;
- l'indication des fournisseurs appelés à livrer habituellement les produits considérés ;
- le cas échéant, la nature des produits, des résidus ou des déchets obtenus ainsi que leur destination.

Article 9

Tout utilisateur :

- a) justifie l'emploi des quantités reçues et notamment tient les éléments de comptabilité matières qui fassent apparaître, de façon hebdomadaire, les quantités utilisées ;
- b) conserve durant trois ans les documents, notamment les factures, relatifs aux quantités des produits énergétiques reçus ou éventuellement vendus ou rétrocédés ;
- c) tient informée l'administration des modifications de son activité, de l'ouverture ou de la fermeture d'un établissement de réception et d'utilisation des produits énergétiques.

En cas de fermeture d'un établissement ou de cessation d'activité, lorsqu'un utilisateur ne peut pas donner aux produits énergétiques en stock les destinations autorisées dans le cadre du présent régime, il doit rétrocéder les produits énergétiques à un entrepositaire agréé en vue de leur réintégration sous un régime fiscal suspensif.

CHAPITRE V AUTRES DISPOSITIONS

Article 10

Les réservoirs utilisés pour le stockage des produits énergétiques doivent être jaugés et munis de leur barème de jauge lorsque leur capacité est supérieure à mille cinq cent litres. Ces certificats sont fournis à l'appui des dossiers de demande d'identification.

Article 11

Indépendamment des obligations qui leur sont imposées par le code des douanes, et notamment par son article 65 en matière de communication de documents, toutes les personnes physiques ou morales intéressées à des opérations relatives aux produits énergétiques utilisés au cas prévu au a) du 3 de l'article 265 bis du code des douanes sont tenues, à première réquisition de laisser les fonctionnaires des douanes visiter leurs installations, recenser leurs stocks de produits énergétiques et prélever les échantillons nécessaires à des analyses et, d'une manière générale, de faciliter l'accomplissement de leurs contrôles en mettant à leur disposition, gratuitement, le personnel et le matériel nécessaires.

Article 12

Le directeur général des douanes et droits indirects est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la république française.

Fait à Paris, le 25 juin 2008

*Le ministre du budget, des comptes
publics et de la fonction publique,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général des douanes
et droits indirects,*

Jérôme FOURNEL

ANNEXE II



n° 13826*01

DIRECTION GENERALE DES DOUANES
ET DROITS INDIRECTS

Direction régionale des douanes de :

Décision¹ n° du valable jusqu'au

AUTORISATION

(modèle distributeur)

de réception, de stockage, de reconditionnement et de distribution de produits énergétiques en exonération de la taxe intérieure de consommation conformément aux dispositions de l'article 265 bis 3 a) du code des douanes.

I - BENEFICIAIRE (distributeur) :

- 1) Raison sociale :
- 2) Désignation et adresse du lieu de réception, de stockage ou de manipulation des produits ou du lieu de l'activité du distributeur :
- 3) Référence de la demande :
- 4) Position tarifaire des produits (dénomination commerciale facultative) :
- 5) Quantités annuelles de produits reçus, stockés et manipulés au cours du dernier exercice comptable clos :
- 6) Description des moyens de stockage des produits (vrac, conditionné, capacité et nombre de réservoirs, bacs, etc.) :
- 7) Nature des manipulations envisagées le cas échéant :
- 8) Modes de distribution, moyens de transport utilisés :

II – BUREAU DE DOUANE DE RATTACHEMENT (Désignation et adresse)

III – UTILISATION CONFORME DES PRODUITS

Les distributeurs de produits énergétiques exonérés dans le cadre de l'article 265 bis 3 a) du code des douanes sont tenus de se conformer aux obligations posées par l'arrêté du 25 juin 2008 explicitées par la décision administrative n° du 2009 (BOD n° du).

IV – LA PRESENTE DECISION

Annule et remplace la décision n° délivrée le (2)

V -DIFFUSION DE LA PRESENTE DECISION

L'original de la présente décision est adressée au bénéficiaire.

Une copie est adressée au bureau de rattachement.

Une copie est conservée par la direction régionale des douanes.

A , le
Le directeur régional des douanes,

1 Indiquer un numéro à 7 chiffres dont les trois premiers correspondent au numéro d'identification de la direction régionale des douanes.

2 A servir le cas échéant

ANNEXE III



n° 13827*01

DIRECTION GENERALE DES DOUANES

Direction régionale des douanes de :

ET DROITS INDIRECTS

Décision¹ n° du valable jusqu'au

AUTORISATION

(modèle utilisateur)

d'utilisation de produits énergétiques en exonération de la taxe intérieure de consommation conformément aux dispositions de l'article 265 bis 3 a) du code des douanes.

I - BENEFICIAIRE (utilisateur) :

- 1) Raison sociale et adresse du bénéficiaire:
- 2) Désignation et adresse du lieu d'utilisation des produits :
- 3) Référence de la demande :
- 4) Position tarifaire des produits (dénomination commerciale facultative) :
- 5) Nature de l'utilisation :
- 6) Quantités annuelles de produits utilisés au cours du dernier exercice comptable clos :
- 7) Description des moyens de stockage des produits (vrac, conditionné, capacité et nombre de réservoirs, bacs, etc.) :
- 8) Nature des produits, résidus et autres déchets d'hydrocarbures obtenus et leur destination :

II – BUREAU DE DOUANE DE RATTACHEMENT (Désignation et adresse)

III – UTILISATION CONFORME DES PRODUITS

Les utilisateurs de produits énergétiques exonérés dans le cadre de l'article 265 bis 3 a) du code des douanes sont tenus de se conformer aux obligations posées par l'arrêté du 25 juin 2008 explicitées par la décision administrative n° du 2009 (BOD n° du).

IV – LA PRESENTE DECISION

Annule et remplace la décision n° délivrée le (2)

V -DIFFUSION DE LA PRESENTE DECISION

L'original de la présente décision est adressée au bénéficiaire.

Une copie est adressée au bureau de rattachement.

Une copie est conservée par la direction régionale des douanes.

A , le

Le directeur régional des douanes,

¹ Indiquer un numéro à 7 chiffres dont les trois premiers correspondent au numéro d'identification de la direction régionale des douanes.

² A servir le cas échéant

ANNEXE IV



n° 13798*01

DIRECTION GENERALE DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS
EXEMPLAIRE POUR LE BUREAU
DE DOUANE DE RATTACHEMENT

Période du

Au.....

DECLARATION TRIMESTRIELLE D'ACTIVITE DES DISTRIBUTEURS (1)

Régime fiscal d'exonération de la taxe intérieure de consommation pour la production d'électricité
(art. 265 bis 3 a) du code des douanes et arrêté du 25 juin 2008)

Bureau de douane de rattachement : _____ Année _____ trimestre _____

I – Renseignements généraux

Raison sociale du distributeur :

Désignation de l'établissement ou du lieu d'activité du distributeur :

Références de l'autorisation de recevoir, stocker, manipuler et distribuer les produits en exonération de TIC :

II – Déclaration d'activité

Position tarifaire du produit énergétique, par référence au tarif des douanes :

Quantités en stock au 1er jour du trimestre :

Quantités reçues au cours du trimestre :

Quantités livrées à des utilisateurs ou à d'autres distributeurs :

Quantités éventuellement rétrocédées au cours du trimestre (2) :

Pertes autorisées (le cas échéant) :

Déchets évacués (le cas échéant) :

Quantités restant en stock le dernier jour du trimestre :

(1) Cette déclaration doit être adressée au bureau de douanes de rattachement avant le 10 du mois suivant la fin du trimestre. Une déclaration d'activité doit être établie par espèce tarifaire de produit pétrolier reçu en exonération de TIC :

(2) Indiquer la quantité, la date et le nom de l'entrepôt agréé reprenant le produit ainsi que le lieu de destination dudit produit.

Certifié exact :

A _____, le _____

Le responsable de l'établissement ou du lieu d'activité,
(Nom, qualité et signature)

REGIME D'EXONERATION DE TIC POUR LA PRODUCTION D'ELECTRICITE

Tableau de synthèse

Opérateurs	Produits des tableaux B et C vrac et conditionné (régime de droit commun)
FOURNISSEUR	Copie autorisation clients Coordonnées clients adresses lieu de réception et/ou d'utilisation sur la déclaration en douane Engagement livraison aux clients désignés Relevé mensuel Mentions sur factures et contenants
DISTRIBUTEUR	Autorisation préalable Comptabilité matières Déclaration d'activité trimestrielle Coordonnées clients adresses lieu de réception et/ou d'utilisation nature produit sur les factures Mentions sur factures et contenants Rétrocession à un EA ¹ Tenir l'administration informée des modifications autorisation ou fermeture Jaugeage/barèmage cuves supérieures à 1 500 litres
UTILISATEUR	Autorisation préalable Documents conservés pendant 3 ans Comptabilité matières Autres obligations Rétrocession à un EA Tenir l'administration informée des modifications autorisation ou fermeture Jaugeage/barèmage cuves supérieures à 1 500 litres

¹ On entend par « rétrocession à un EA » le fait de sortir les produits du régime d'exonération de TIC, lorsque ces produits ne peuvent recevoir les destinations autorisées par le présent arrêté.